

Décembre 2016

PALESTINE INFO



Lois antidémocratiques • Rap et Hiphop à Gaza • Black Lives Matter • HP-Boykott •
Peres vu par ses victimes • Attaques contre le mouvement de solidarité • Lobbies pro-israéliens

Éditorial

Le choc de l'élection de Donald Trump a laissé pas mal de monde sonné. Une présidence de Hillary Clinton n'aurait pas signifié un bien pour les Palestiniens : c'est ce que nous écrivions il y a un an dans Palestine Info. A plus forte raison, celle de Trump n'est pas de bon augure, à en juger par ses premières déclarations. La politologue palestinienne Diana Buttu prévient ses compatriotes qu'ils peuvent s'attendre à des attaques sans précédent (<http://bit.ly/2f7WEGV>).

Ce n'est pas qu'aux USA, mais également en Europe que sont injectés des milliards dans l'activité des lobbys pro-israéliens. En premier lieu, ce sont les Palestiniens, mais également, de plus en plus, des opposants en Palestine/Israël, des groupes solidaires, des ONG et des œuvres d'entraide en Occident, qui sont affectés. Au niveau des États, on continue de faire bonne mine à mauvais jeu, quand on ne renforce pas les relations avec Israël, que ce soit dans le marché de l'armement ou dans diverses coopérations.

Le combat autour de l'appréciation critique des événements en Palestine/Israël se durcit. Il est d'autant plus nécessaire que tous ceux et celles qui contribuent par leur engagement à la défense des droits fondamentaux des Palestiniens se manifestent. À ce titre, nous espérons rencontrer un large soutien et des idées créatives pour la campagne relancée contre l'entreprise Hewlett-Packard (HP), à plusieurs égards complice du régime d'apartheid israélien. En outre, nous tenons à remercier tous ceux et celles dont les dons rendent possible la pérennité du Palestine Info.

Bonne lecture !

Photo de couverture : Hanspeter Gysin

Parlement israélien Nouvelles lois, nouvelles atteintes aux droits fondamentaux

Martina Guggenbühl

Le Parlement israélien, la Knesset, durcit son attitude envers les citoyen·ne·s palestinien·ne·s et envers ses opposants, en jetant davantage de droits démocratiques par-dessus bord.



Bridging Memories, un projet de l'ONG Zochrot, qui est sous attaque en Israël

La ministre de la Justice Ayelet Shaked a récemment détaillé, dans le Magazine israélien de Politique et d'Opinion, ses propositions de réforme de la démocratie israélienne. Les nouvelles lois sont censées mieux protéger le caractère juif de l'État, et pouvoir être mises en œuvre en rencontrant moins de résistance. « Plus nous serons un État juif, plus nous serons un État démocratique, et vice versa. » Afin d'instaurer une telle structure, elle aspire à redéfinir la répartition de pouvoirs, en donnant davantage de pouvoir au Parlement et en limitant l'influence du pouvoir judiciaire. « Traditionnellement, le rôle des tribunaux est de protéger les citoyen·ne·s qui ont subi des préjudices de la part des auto-

rités, et non de prendre des décisions politiques. »¹ Ses propositions d'amendement visent en particulier la Cour suprême qui, à plusieurs reprises, par ses arrêts historiques rendus ces dernières années, a invalidé ou pour le moins restreint l'application de lois discriminatoires ou tendancieuses.²

Toutefois, dans ce pays le torpillage des droits démocratiques et civils a commencé bien avant la nomination de Mme Shaked à ce poste. Depuis plusieurs années, l'Association pour les droits civils en Israël (ACRI) publie régulièrement sur son site web des informations sur les débats en cours et les décisions prises à la Knesset. De nombreux

1 www.haaretz.com/israel-news/1.745895.

2 Voir *Israël à l'heure de l'Inquisition*, <http://www.monde-diplomatique.fr/2016/03/enderlin/54916>

amendements législatifs visent au premier chef les ONG de gauche, les politicien·ne·s palestinien·ne·s, les minorités présentes dans le pays. En plus des 20 % de Palestinien·ne·s, sont concerné·e·s les réfugié·e·s africain·e·s – et tout ce qui soi-disant menace la sécurité du pays. D'ailleurs, de nombreux Israélien·ne·s juifs/juives sont choqués par ces amendements antidémocratiques, car ils suppriment toute liberté de critiquer la politique gouvernementale. Selon Mme Talia Sasson, avocate, présidente du New Israel Fund et fervente partisane d'une restitution des territoires occupés, « la grande opposition qui règne actuellement au sein de la société israélienne n'est plus entre la « gauche » et la « droite » ; mais entre les partisans et les opposants de la démocratie ».³

En Israël, les projets de loi sont examinés par une commission législative ministérielle avant d'être remis au Parlement pour consultation et doivent franchir trois lectures pour pouvoir être entérinés. Voici un aperçu des dernières propositions ou amendements législatifs qui visent à saper encore davantage les mécanismes de la démocratie.

– **Loi antiterroriste** : Adoptée au cours de l'été 2016, cette loi définit les activités terroristes et leurs sanctions. S'appliquant à l'État d'Israël et à la zone occupée de Jérusalem-Est, elle prévoit des mesures draconiennes qui sont actuellement mises en œuvre dans les territoires occupés. La notion de « terrorisme » est considérablement élargie, il suffit désormais un vague soupçon d'activité terroriste pour entraîner un jugement sommaire. Le simple fait d'arborer un t-shirt ou de participer à une manifestation peut vous faire incarcérer, sans passer d'abord par une procédure judiciaire régulière. Même un don fait à la population de la Bande de Gaza pourrait être qualifié d'acte terroriste. Bien que cette loi s'applique à tous les citoyen·ne·s de l'État d'Israël, il y

a tout lieu de craindre qu'elle ne soit utilisée pour incriminer la population arabe et ses protestations.

– **Exclusion de parlementaires** : Un projet de loi prévoit que la Knesset puisse désormais exclure l'un de ses députés dès lors que 70 voix parmi les 120 députés en approuvent la destitution. Ainsi, les élu·e·s du Parlement peuvent être destitué·e·s pendant la durée de la législature en cours. Cet amendement, promulgué en juillet 2016, doit être vu dans le contexte des différents appels à exclure Mme Hanin Zoabi et d'autres député·e·s palestinien·ne·s. Les quatre partis palestiniens représentés au Parlement – actuellement par 13 élus – ont lancé un appel dans une lettre ouverte, en affirmant que le gouvernement cherchait ainsi à obtenir une Knesset sans représentation arabe.

– **Financement des ONG par des gouvernements étrangers (Transparency Bill)** : En juillet 2016, le Parlement a approuvé une loi obligeant les ONG financées en majeure partie par des fondations ou des gouvernements étrangers à le déclarer sur leur site Internet et dans leurs publications. Ce texte de loi vise avant tout les organisations de défense des droits humains orientées à gauche et qui se montrent critiques envers le gouvernement; en d'autres termes, celles que NGO Monitor voit d'un mauvais œil, leur activité étant considérée comme une ingérence dans les affaires internes. Cette nouvelle loi entrave les activités en faveur de la paix et de la protection des droits humains en exposant à la critique publique les ONG concernées, ainsi que leur action. Cette décision a été réprouvée par la Commission européenne, qui la considère comme une atteinte aux activités des organisations de la société civile. Les versions précédentes de cette loi (**Non-Profit Organizations Law**) prévoyaient de ne pas enregistrer et de refuser l'exonération fiscale aux ONG qui refusent

de prêter allégeance à « l'État juif et démocratique d'Israël ». Dans sa prise de position, ACRI a souligné que cette loi rendrait le travail politique, social ou religieux de nombreuses organisations tributaire des décisions politiques arbitraires des organes de contrôle.

– **Financement de la culture et de l'art** : La ministre de la Culture Miri Regev a proposé un projet de loi visant à refuser l'aide financière de l'État aux organisations et aux artistes qui s'engagent contre l'occupation et pour l'égalité des droits. Là encore, l'objectif est d'affirmer l'allégeance à l'État hébreu : Selon le premier projet, les institutions qui ne font pas preuve d'allégeance à l'État juif ou qui commémorent la Nakba seraient exclues d'emblée du financement étatique. Le projet actuel est en cours d'examen par la commission parlementaire. Les subventions culturelles dépendraient ainsi de critères politiques qui vont à l'encontre de la liberté de création artistique.

– **Criminalisation des appels BDS** : En 2015 un projet de loi avait pour objet de refuser le visa d'entrée aux activistes de BDS ; il a été approuvé par le comité et sera soumis en première lecture à la Knesset lors de la prochaine séance parlementaire. Un second projet de loi vise à limiter le droit des partis à appeler au boycott. Ces deux lois, qui constituent une restriction fondamentale de la liberté d'opinion, cherchent à bâillonner toute critique de la politique gouvernementale.

– **Interdiction de l'appel à la prière (Muezzin Bill)** : Au début novembre 2016 le comité législatif de la Knesset a approuvé un projet de loi interdisant l'utilisation de haut-parleurs pour l'appel à la prière. Les député·e·s palestiniens considèrent cette proposition comme une atteinte à leur liberté religieuse et, partant, représente de la part d'Israël un pas de plus vers l'anéantissement de l'identité culturelle et religieuse des Palestinien·ne·s.

³ Pour plus de détails, voir www.acri.org.il/en/tag/in-the-knesset/ ou le site du journaliste Jonathan Cook, vivant à Nazareth, <http://www.jonathan-cook.net/> et Les ONG dans la tourmente, <http://bit.ly/2fCitC8>.

GYBO – Gazan Youth Breaks Out

Quand le rap, le hip-hop et le break dance font de la résistance

Hanspeter Gysin

La Palestine ne saurait être réduite à l'« islamisme radical » du Hamas ou à la « corruption » du Fatah. La résistance de la société palestinienne contre le régime d'occupation israélien se décline en de multiples facettes. Contrairement à l'image véhiculée par les médias occidentaux, la plupart des activités de résistance sont des initiatives de la société civile.



Camps Breakers Crew, Gaza

Les territoires palestiniens occupés abritent une société civile active, capable d'organiser des services sociaux et de proposer des formations ; elle est hospitalière envers les touristes et culturellement très riche. Les exemples de résistance civile contre l'occupation sont multiples: Freedom Theatre à Jénine et projets de théâtre similaires¹, Cinéma Jenin, ateliers ou cours de formation proposés par les multiples centres de jeunes dans les camps de réfugiés, groupes de danse, centres de sport,

activités de skateboard, initiatives de type tourisme alternatif à Beit Sahour, institutions culturelles comme le Musée d'histoire naturelle de Palestine (PMNH) fondé en 2014 à Bethléem ... Jusqu'à la brasserie Taybeh et sa « fête de la bière » annuelle, ou encore la revue *This Week in Palestine* qui s'adresse à un public plutôt bourgeois.

Une des mouvances culturelles les plus récentes est la scène du rap, du hip-hop et du break-dance, qui joue un rôle important surtout

à Gaza. Les noms que se donnent les groupes sont parlants: Camps Breakerz Crew, Revolution Makers, PR (Palestinian Rappers), Palestinian Unit, B-Boys, MC-Gaza, etc. En Cisjordanie, les plus connus sont Ramallah Underground, Boikutt et Stormtrap. Un groupe très populaire en territoire israélien s'appelle DAM (Da Arab MCs). La rappeuse Sabreena Da Witch, connue notamment pour sa critique de l'image de la femme en Islam et pour sa dénonciation des crimes d'honneur perpétrés contre les femmes palestiniennes, est à la tête d'un groupe nommé Arapeyet. La scène palestinienne est soutenue par des personnalités comme le rappeur iraquien et britannique Lowkey, la Palestinienne exilée à Londres Shadia Mansour ou encore les rappeurs états-uniens du groupe Public Enemy. Une autre figure proche du mouvement est la slameuse et activiste palestinienne Rafeef Ziadah² qui vit à Londres.³

Modèles internationaux

Tous ces groupes et artistes s'inspirent des révoltes de ces dernières années dans le monde arabe. Beaucoup rappellent explicitement le rôle de la musique dans le mouvement de libération sous l'Apartheid en Afrique du Sud. Une autre référence importante est l'origine politique du rap, qui a émergé comme protestation vigoureuse contre les conditions de vie dans les ghettos des grandes villes états-uniennes. Critiques, parfois très durs et souvent éloignés du « politiquement correct », les textes de rap ciblent évidemment le régime de terreur de l'occupation israélienne, mais aussi la déroute des représentant·e-s palestinien·ne·s tant du côté du Hamas que du Fatah. Est également visée la complicité des gouvernements occidentaux et ceux des pays voisins arabes avec les oppresseurs israéliens.

1 Cf. par ex.: Theatre Day Productions, <http://bit.ly/2eXlqda>

2 Cf. par ex. son poème «We teach life, sir»: <http://bit.ly/1nL4lzc>

3 Cf. un grand nombre de textes et de vidéos de rap provenant du Proche-Orient, du Moyen-Orient et du Maghreb sur: <http://bit.ly/2fpCfir>, et d'autres titres référencés sous les noms des musiciennes et musiciens ou groupes.

Les morceaux de rap sont en général publiés sur internet ou circulent sur des cassettes et des clés. Les concerts se déroulent de manière informelle, dans le cadre des universités ou d'autres lieux fréquentés par les jeunes. Souvent les instances visées, que ce soit Israël, le Fatah ou le Hamas, font tout pour interdire ou compliquer l'organisation de ces concerts. Il arrive que les enregistrements soient confisqués lors des contrôles aux check-points omniprésents de l'armée israélienne. De leur côté, les «forces de l'ordre» palestiniennes harcèlent régulièrement les musiciens, qui peuvent même être arrêtés temporairement et battus dans les postes de police. Le gouvernement israélien est conscient de la capacité de résistance liée à cette musique, et les responsables palestiniens craignent les révoltes. Même le réseau Facebook, qui domine la communication mondiale, bloque parfois les productions musicales des rappeuses et rappeurs palestiniens.

Culture alternative déclarée indésirable

Le forum de jeunes Sharek⁴, dans la ville de Gaza, a visiblement joué un rôle clé pour l'émergence de ce mouvement. Fréquenté par les rappeuses et rappeurs de Gaza, ce centre a entre-temps été fermé par le Hamas. La raison officielle est que le centre a été

fondé par l'organisation états-unienne National Endowment for Democracy⁵, une structure créée par Allen Weinstein, décédé en 2015. Dans plusieurs pays, cette organisation financée par l'Etat aurait collaboré avec la CIA. Les associations de jeunes ont protesté contre la fermeture, rappelant que ce centre était le seul lieu de Gaza-ville où les jeunes pouvaient se rencontrer, apprendre des langues étrangères et avoir accès à Internet. Renvoyant ainsi la balle au gouvernement Hamas, qui n'est manifestement pas en mesure d'offrir une alternative, les jeunes dénoncent également la tentative d'associer leur musique à la CIA et donc de neutraliser leur message.

Un message qui a donné lieu à la rédaction d'un « manifeste » commençant par cette formule: « Fuck Israel, Fuck Hamas, Fuck Fatah, Fuck UN, Fuck UNRWA, Fuck USA! » Dans une prise de position ultérieure, les jeunes déplorent que leur requête ait été passée sous silence et balayée, y compris par les milieux qui leur étaient favorables, à cause du caractère choquant des termes choisis. La prise de position poursuit ainsi⁶: « C'est vrai, nous avons été vulgaires. Nous étions indignés, et nous le sommes toujours. Mais les gens, que ce soit les personnes qui nous soutiennent ou nos pires ennemis, semblent n'avoir perçu que le titre de notre message. Toutes nos tentatives de préciser notre

pensée sur notre site ont été vaines. Beaucoup de gens ont mal compris la manière dont nous avons présenté les partis. À ceux qui nous reprochent de critiquer la corruption de nos leaders politiques, de dénigrer les milliers de personnes ayant voté pour le Hamas en 2006, ou de salir la mémoire des membres de divers groupes palestiniens morts dans la lutte de libération, ayant versé leur sang pour nous, nous répondons : n'attaquez pas le droit du peuple palestinien de critiquer ses politiciens ! « Plomb durci » (l'attaque lancée en 2008 par Israël contre la Bande de Gaza) n'était pas une guerre, c'était un massacre ; plutôt qu'une guerre, c'était une boucherie, et nous n'avons jamais eu l'intention de trahir la résistance. Nous le répétons : nous n'allons jamais poignarder dans le dos ceux et celles qui luttent pour nous, pour notre Palestine. Ce n'est pas ce que dit notre manifeste. Nous avons tous voté en faveur d'un gouvernement Hamas, parce que nous ne supportons plus la corruption du gouvernement Fatah. Et c'est bien cela qui nous donne le droit de crier notre irritation et notre colère à la face du Hamas, qui est responsable de notre sort ! Quel est notre leitmotiv ? La liberté ! C'est pourquoi il faut que le peuple palestinien et ses leaders s'unissent contre l'occupation sioniste. C'est pourquoi nous appelons tous les Palestiniens à construire un mouvement de résistance puissant et non violent. » Tout est dit ...

Après un séjour à Gaza en 2010, le cinéaste genevois Nicolas Wadimoff a tissé des liens entre des musiciens de Gaza et de Genève. Cette initiative a donné lieu à un CD composé sur Internet, intitulé «Gaza meets Geneva». A commander sur: <http://www.akkafilms.ch>.

Choix de vidéos:
 Lowkey: youtu.be/Hhvwc_izptw
 Sadia Mansour: youtu.be/210XQ4m1-Bo
 DAM: youtu.be/OgSVXjNLFgo
 Pour en savoir plus, consulter les rubriques rap, hip-hop, etc. sur: <https://electronicinfatada.net>



From West Side To West Bank; Hip-Hop Invades Palestine

- 4 Aujourd'hui le site de Sharek www.sharek.ps/ ne mentionne plus que le centre de même nom à Ramallah, qui développe un programme de soutien aux femmes, d'orientation plutôt libérale.
- 5 Selon le site web de cette organisation, une somme de 37 900 dollars US aurait été versée à une institution appelée General Union of Cultural Centers – Gaza en 2014. Aujourd'hui la centrale de Sharek est financée par le Programme des Nations Unies pour le développement.
- 6 Le texte intégral est disponible, avec un commentaire, sur: gazaybo.wordpress.com/about/

Black Lives Matter et la Palestine : un même combat

Roman Vonwil

Une déclaration largement soutenue de Black Lives Matter (BLM) suscite l'indignation : En effet, ce mouvement né aux États-Unis accuse Israël de génocide et d'apartheid. Or, cette condamnation se base sur une analyse de la situation sur place et correspond à l'objectif universaliste du mouvement : obtenir la liberté de tous/toutes les opprimé·e·s.



Affiche de solidarité dans une manifestation de Black Lives Matter à Chicago, Photo : sarah-ji, via flickr, CC-BY-NC-SA 3.0

Le hashtag #BlackLivesMatter est né en 2013, par réaction à l'acquittement de George Zimmerman, qui avait tué le jeune Noir Trayvon Martin. Les mouvements de protestation de nombreux/ses États-Unien·ne·s contre la violence raciste de l'État n'ont pas tardé à reprendre le slogan et à le reproduire dans leurs actions. L'opposition, dernièrement de plus en plus articulée, contre la discrimination systématique et l'oppression de la population noire a trouvé une identité commune dans ce nouveau mouvement. À la faveur des mani-

festations des Noirs, notamment à Ferguson, une solidarité entre Black Lives Matter et la résistance des Palestinien·ne·s contre l'occupation israélienne n'a pas tardé à se faire jour. Les Palestinien·ne·s et les activistes propalestinien·ne·s ont également participé aux protestations.

De Ferguson à la Palestine : we can't breath

À travers les réseaux sociaux, les protestataires ont reçu des soutiens venant d'Israël/Palestine, et cet élan a donné lieu à un échange d'expé-

riences concernant la confrontation avec la répression massive menée par une police très militarisée. Par exemple, on a pu lire sur Twitter des conseils sur la meilleure façon de se protéger contre les gaz irritants.¹ Cette solidarité concrète a amené une prise de conscience des points communs et des liens qui unissent les deux causes, que des activistes et des théoricien·ne·s telles qu'Angela Davis et Alice Walker signalent depuis longtemps.² Les Noir·e·s et les Palestinien·ne·s en Israël/Palestine sont exposés aux mêmes formes d'oppression : emprisonnements arbitraires (souvent à la suite d'infractions mineures), exécutions extrajudiciaires par les forces de l'ordre, déni des droits civils élémentaires, surveillance et violence militaire. On est confrontés à un ennemi commun : les forces de l'ordre officielles qui collaborent étroitement entre elles, et les sociétés multinationales telles que la société G4S, qui participent à la politique raciste et à l'occupation israélienne et états-unienne.

Fin juillet 2016, une plateforme constituée de plus de 50 organisations réunies sous l'égide du mouvement BLM a adopté une déclaration programmatique établissant six revendications et stratégies communes pour résister. Un passage concernant les désinvestissements a déclenché un véritable tollé parce qu'il accusait Israël d'apartheid et de génocide, tout en appelant à participer à des campagnes contre l'aide militaire américaine fournie à Israël et contre des entreprises de services de sécurité telles que G4S (voir encadré). Les organisations juives, qui jusqu'alors soutenaient BLM, ont publié, avec un grand retentissement, des communiqués où elles manifestaient leur indignation face la dénonciation de la politique israélienne. L'organisation T'ruah : The Rabbinic Call for Human Rights se dit « profondément bouleversé par le fait

1 Par exemple, le tweet de Rajaiabukhalil: « Ne vous éloignez pas trop de la police, si vous êtes trop près ils ne peuvent pas lancer de gaz lacrymogène ». To #Ferguson from #Palestine”.

2 Lire les textes d'Angela Davis, publiés en 2016 sous le titre « Une lutte sans trêve ».

que l'occupation israélienne soit assimilée à un génocide ».³ Le Washington Post cite le rabbin Jonah Pesner, directeur du centre d'actions religieuses du judaïsme réformé (RAC) : « Employer des qualificatifs indéniablement fallacieux tels que « coresponsable du génocide » ou établir des analogies injustifiées avec l'apartheid n'est jamais judicieux. »⁴ Ces reproches omettent le fait que le mouvement noir de lutte pour les droits civils aux États-Unis considère la violence raciste systématique comme un génocide et la qualifie ainsi depuis longtemps, et cela non seulement par rapport à la politique israélienne envers les Palestinien·ne·s.

Un concert large du génocide

En 1951, soit trois ans à peine après l'adoption de la Convention sur le génocide des Nations Unies⁵, l'organisme de défense des droits civiques Civil Rights Congress a soumis une pétition intitulée "We charge genocide" à l'ONU, où les États-Unis étaient accusés du génocide de la population noire. Cette dénonciation était attestée par d'innombrables cas de lynchage, de discrimination juridique, de privations de droits et de violences policières ainsi que l'inégalité systématique en matière sanitaire et de qualité de vie, qui entraînent une lente destruction de la société et de la population noire dans son ensemble. Aujourd'hui encore, des groupes et activistes noir·e·s utilisent le terme de génocide pour qualifier la violence massive perpétrée par l'État, qui détruit, dans son identité culturelle et sa structure sociale, une communauté qui se considère comme un peuple – que ce soit aux États-Unis ou en Israël/Palestine.⁶

Les détracteurs de T'ruah négligent une revendication centrale de ce mouvement. Tout en saluant le fait que les leaders de BLM rappellent aux États-Unis leurs engagements en matière de droit international, ils rejettent catégoriquement leur condamnation de l'occupation israélienne. Cela contredit l'objectif plus vaste formulé par la plateforme, qui est d'enrayer d'une manière générale la guerre contre la « population noire ». Bien que les revendications politiques de BLM soient adressées surtout aux États-Unis, leur objectif est universel, et comprend la solidarité avec tous les Noirs, ou tous les opprimés non blancs tels que les Palestinien·ne·s, c'est-à-dire un élément intrinsèque de l'identité du mouvement.

En exigeant implicitement de ne pas aborder la question de la violation par Israël des droits humains, une partie de la communauté juive libérale aux États-Unis place les intérêts de leur propre groupe ethno-religieux au-dessus des droits d'autrui. Jewish Voice for Peace et le Jews of Color Caucus, qui avaient adhéré pleinement à la déclaration de la plateforme, ont critiqué cette position en la qualifiant de raciste et reprochent aux organisations juives blanches de diffamer et d'affaiblir leur mouvement. Toute tentative de s'approprier la lutte des Noirs pour poursuivre ses propres objectifs, tout en minimisant le lien historique existant entre celle-ci et la lutte des Palestinien·ne·s, représentant une attaque contre tous/toutes les Noir·e·s.⁷

La solidarité palestinienne

La Palestine a salué la déclaration de BLM et l'a faite sienne. Le Comité national palestinien de BDS (BNC) pro-

met à « ses frères et sœurs noir·e·s aux États-Unis et dans le monde d'être solidairement et résolument à leurs côtés et de soutenir les revendications et les propositions de stratégies de la plateforme ».⁸ En s'engageant à se soutenir mutuellement, les deux groupes luttent ensemble contre la domination blanche qui – souvent par des moyens détournés – perpétue le racisme. Les prétentions de supériorité et de commandement sont remises en question pour la première fois, et de nouvelles fissures apparaissent entre les différentes conceptions identitaires se superposant. Jewish Voice for Peace relève que cette dynamique peut aussi être utilisée pour surmonter ses désaccords internes en laissant entièrement à ses membres noirs le soin de gérer les questions raciales. Bien que cela ne suffise pas à réaliser une société égalitaire, c'est au moins un pas dans la bonne direction.

Extrait de la déclaration de BLM

« En s'alliant avec Israël, les États-Unis justifient et promeuvent la guerre totale contre le terrorisme et sont coresponsables du génocide commis contre le peuple palestinien. Les États-Unis contraignent Israël d'utiliser 75% de l'aide militaire qu'ils lui fournissent à acheter des armes états-uniennes. C'est ainsi que le contribuable américain finance, à coups de milliards de dollars, des centaines d'entreprises d'armements, qui font à leur tour pression pour que l'État fournisse encore plus d'aide militaire à l'étranger. Cette politique a un double effet : d'une part cela absorbe des fonds qui pourraient être utilisés pour des programmes sociaux et éducatifs qui en auraient un urgent besoin. De l'autre, elle implique de fait les citoyen·ne·s états-unien·e·s dans les crimes de l'État israélien. Israël pratique l'apartheid: plus de 50 lois autorisent la discrimination de la population palestinienne. »⁹

3 <http://bit.ly/2frlxwo>

4 <http://wapo.st/2aylufq>

5 La Convention pour la prévention et la répression du crime du génocide définit ce dernier comme « ... un quelconque des actes [...], commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », et dresse la liste des différentes formes de génocide (voir <https://goo.gl/4XH9Rh>).

6 Par exemple le Malcom X Grassroot Movement: <http://bit.ly/2fpDMFh>

7 <http://bit.ly/2b1T8y9>

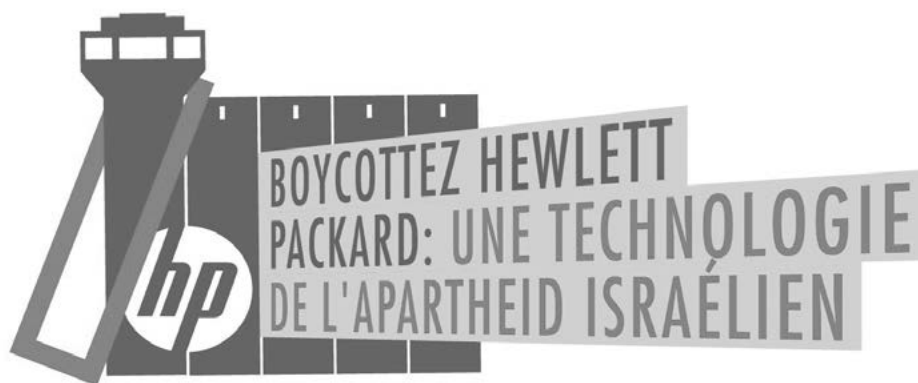
8 <http://bit.ly/2fNZQfl>

9 <https://policy.m4bl.org/invest-divest>

Hewlett-Packard, cible privilégiée de la campagne BDS

Stephanie Westbrook

Le boycott du géant étatsunien des technologies de l'information Hewlett-Packard a récemment acquis une nouvelle actualité, qui en a fait la cible privilégiée des militant·e·s en faveur des droits des Palestinien·ne·s dans plusieurs pays.



Logo de la campagne de boycott contre HP

Une semaine internationale d'action ciblant Hewlett-Packard (HP) était organisée au 25 novembre au 3 décembre et a constitué le point culminant des efforts de militants dans le monde entier. HP a depuis longtemps été critiqué par la campagne BDS en raison de son rôle dans la violation des droits des Palestinien·ne·s par Israël. Le groupe se vante d'avoir « une présence massive » en Israël¹, avec plus de 5700 employé·e·s, et il est un des principaux fournisseurs de technologies de l'information à l'appareil militaire israélien.

La campagne étatsunienne Campaign to End the Israeli Occupation – qui a été rebaptisée US Campaign for Palestinians Rights – et le Comité national BDS (le BNC) ont récemment organisé deux séminaires sur l'internet (des « webinaires ») consacrés au boycott de HP².

Le premier, auquel environ 120 personnes réparties dans 18 pays ont participé, a traité des raisons qui motivent la campagne, et a comporté un entretien avec Caroline Hunter, qui avait mené le boycott contre Polaroid suite à l'implication de cette compagnie dans l'apartheid en Afrique du Sud. En 1970, Caroline Hunter, qui était à l'époque chimiste chez Polaroid, avait découvert que la technologie de photographies à développement instantané de la firme était utilisée pour les tristement célèbres passeports intérieurs servant à contrôler et limiter les déplacements des Noir·e·s en Afrique du Sud. Elle avait été licenciée pour avoir milité pour que la responsabilité de Polaroid soit reconnue.

Cette campagne, lancée par le mouvement de boycott anti-apartheid aux Etats-Unis, avait duré sept ans et avait aussi servi à améliorer le niveau

d'information et de conscience du grand public étatsunien à propos de l'Afrique du Sud.

Le deuxième « webinaire » était centré sur la question de la mise en œuvre des campagnes de boycott et de désinvestissement ciblant HP. « Exactement comme Polaroid était une cible critique à l'ère de l'apartheid car cette firme fournissait à l'Afrique du Sud un système de passeports intérieurs bien connu, il est temps que la communauté internationale s'unisse pour boycotter HP, qui fournit aujourd'hui à Israël la technologie pour ses checkpoints », a souligné Anna Baltzer, une des organisatrices de la campagne aux États-Unis.

Un acteur-clé pour les militaires

HP est profondément impliqué dans l'infrastructure militaire et sécuritaire israélienne. Il fournit des systèmes de traitement de l'information au Ministère de la Défense³, il fournit et gère des serveurs informatiques pour l'armée et administre l'infrastructure IT (Information Technology) pour la marine.

La société EDS Israël, désormais mieux connue sous le nom de HP Enterprise Services Israel, a fourni et installé le « Basel System », c'est-à-dire un système de contrôle d'accès et d'identification biométrique (reconnaissance faciale et des paumes des mains). Il a fait son apparition pour la première fois en 2004 au checkpoint de Erez⁴, le point de passage entre Israël et la Bande de Gaza, et est actuellement opérationnel dans plus de 20 checkpoints israéliens en Cisjordanie.⁵

Outre qu'il sert à contrôler et à limiter la liberté de mouvement des Palestinien·ne·s, il sert aussi à mettre en œuvre le système de ségrégation et à collecter des données biométriques ainsi que toutes sortes de données personnelles sur les Palestinien·ne·s. HP fournit et gère également des

1 <http://www8.hp.com/il/en/hp-information/itd/about.html>

2 Les deux Webinaires peuvent être consultés <http://bit.ly/2fbZyPS> et <http://bit.ly/2fc3U9t>

3 <http://investigate.afsc.org/company/hewlett-packard-company>

4 <http://maki.org.il/en/?p=3210>

5 <http://www.whoprofits.org/company/hewlett-packard-hp>

systèmes informatiques et des imprimantes au service israélien des prisons.

HP a installé un centre de recherche et développement dans la colonie israélienne de Beitar Illit. Le groupe a aussi fourni des systèmes de stockage de données à la colonie d'Ariel, qui est désignée dans une publication du groupe comme « la capitale de la Samarie » (c'est la terminologie utilisée par Israël pour désigner la partie nord de la Cisjordanie occupée), « au cœur d'Israël »⁶. La carte incluse dans cette publication montre le territoire israélien s'étendant du Jourdain à la Méditerranée, sans aucune trace de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

Un récent rapport du groupe Public Knowledge Workshop, une ONG en faveur de la transparence, met en évidence le fait que – si on fait abstraction du Ministère de la Défense qui n'est pas pris en compte dans cette recherche – « HP a plus de contrats conclus sans mise en concurrence avec le gouvernement israélien qu'aucune autre entreprise privée ».⁷

Les fondations de l'oppression israélienne

C'est parce que HP fournit les fondations technologiques à l'oppression que le groupe est la cible d'une campagne de boycott dans toute la Palestine historique. La campagne Mutharkeen (« ceux qui font bouger les choses ») a été lancée par le groupe Palestinian Youth Together for Change, et a contribué à une prise de conscience en multipliant les présentations à des collectifs, des étudiants et des universités à Gaza et en Cisjordanie, ainsi que dans le territoire actuel d'Israël.

Le groupe récolte les signatures de personnes qui s'engagent à boy-

cotter HP, un boycott qui est défini comme « le rejet de la fragmentation géographique et morale imposée par la colonisation sioniste, et de la suppression de notre identité collective palestinienne ».

Le boycott de HP est aussi devenu une priorité pour le groupe BDS-Italie, qui mène campagne pour qu'autant d'organisations que possible prennent l'engagement de débarrasser leurs bureaux de tout équipement fourni par HP. Le syndicat italien Unione Sindacale di Base a récemment approuvé à l'unanimité la campagne BDS et a appelé ses 250 000 membres ainsi que ses bureaux à ne plus acquérir aucun produit HP.⁸ Le Forum Italien de l'eau, l'ONG Un ponte per ... et le syndicat COBAS ont pris des engagements similaires.

La Palestine Solidarity Campaign britannique a également choisi HP comme une des cibles principales du boycott. Plus de 18 000 personnes ont signé un engagement de ne plus acheter de produits HP, et en juin dernier des militants ont participé, dans 20 lieux différents, à une journée nationale d'action pour protester contre l'implication de HP dans la violation des droits des Palestiniens.⁹



La Palestine, via l'Afrique du Sud et la Birmanie

Dans le passé, il est arrivé que HP cède à une pression venue de l'extérieur. En 1989, en raison de la montée en puissance des campagnes anti-apartheid, HP a pris ses distances avec l'Afrique du Sud, en faisant connaître son intention de vendre ses filiales locales (même si le groupe a continué à vendre des ordinateurs au pays).¹⁰

En 1996, HP s'est retiré de la Birmanie suite à la loi adoptée par le Massachusetts selon laquelle le gouvernement éviterait, lors de la passation de marchés publics, d'acheter à des compagnies qui faisaient des affaires dans ce pays.¹¹

En 2014, l'Église Presbytérienne des États-Unis¹² a adopté une résolution par laquelle elle décidait de désinvestir de HP en raison de son rôle dans l'occupation de la Palestine. Avant ce vote, HP avait tenté de limiter les dégâts en adressant une lettre à l'église dans laquelle le groupe affirmait que son système de contrôle biométrique aurait réduit les « frictions » dans les checkpoints israéliens.¹³

HP a été invité à donner un commentaire à ce propos, mais n'a pas donné suite.

Stephanie Westbrook est une citoyenne des États-Unis qui vit à Rome. Ses articles ont été publiés par Common Dreams, The Electronic Intifada, Mondoweiss, In These Times et Z Magazine. On peut la suivre sur Twitter : @stephinrome

Paru dans The Electronic Intifada. Traduction française : Luc Delval, Pour la Palestine. <http://bit.ly/2gm70r8>

La campagne contre HP est également soutenue par des groupes en Allemagne, en France et en Suisse, voir www.bds-info.ch.

6 <http://bit.ly/2g98DFZ>

7 <http://www.haaretz.com/israel-news/business/1.706257>

8 <http://bdsitalia.org/index.php/english/2086-usb-hp-en>

9 <https://www.palestinecampaign.org/day-of-action-hp/>

10 <http://bit.ly/2fcJjSu>

11 <http://www.csmonitor.com/1996/1224/122496.edit.edit.2.html>

12 <http://bit.ly/2guieYm>

13 <http://bit.ly/2fgxpqF>

Shimon Peres du point de vue de ses victimes

Ilan Pappé

[...] Shimon Peres a occupé de nombreux postes en politique, postes qui ont eu un impact immense sur les Palestiniens où qu'elles et ils soient. Il a été directeur général du ministère israélien de la Défense, ministre de la Défense, ministre du développement de la Galilée et du Néguev (Naqab), Premier ministre et Président. Dans tous ces rôles, les décisions qu'il a prises et les politiques qu'il a poursuivies ont contribué à la destruction du peuple palestinien et n'ont rien fait pour faire avancer la cause de la paix et de la réconciliation entre Palestiniens et Israéliens. [...]

Bombe nucléaire

En 1947, Peres a été pleinement recruté par la force paramilitaire juive, la Haganah, et envoyé à l'étranger par David Ben Gourion pour acheter des armes qui ont ensuite été utilisées lors de la Nakba de 1948, le nettoyage ethnique des Palestiniens, et contre les contingents arabes qui sont entrés en Palestine cette même année. [...]

Peres était actif dans l'établissement de l'entente entre Israël, le Royaume-Uni et la France, pour envahir l'Égypte en 1956, invasion pour laquelle Israël a été récompensé par la France avec la capacité nécessaire pour construire des armes nucléaires. C'était Peres lui-même qui a supervisé en grande partie le programme clandestin d'armement nucléaire d'Israël.

Le zèle que Peres a montré [...] pour judaïser la Galilée n'était pas moins important. Malgré le nettoyage ethnique de 1948, cette partie d'Israël faisait encore très campagne et paysage palestiniens. Peres était derrière l'idée de confisquer des terres palestiniennes dans le but de construire des villes juives exclusives comme Karmiel et Haute Nazareth, et de baser l'armée dans la région de manière à perturber la continuité territoriale entre les villes et villages palestiniens. [...]

Le champion des colons

Peres est revenu [sur la scène politique] après la guerre de 1967, et le premier portefeuille ministériel qu'il a occupé était celui de responsable des territoires occupés. Dans ce rôle, il a légitimé, très souvent de façon rétroactive, la course à la colonisation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. [...]

En 1974, la carrière politique de Peres est devenue intimement liée à celle de son ennemi juré, Yitzhak Rabin. [...] Sur la stratégie d'Israël envers les Palestiniens, ils ont partagé la perspective coloniale sioniste, convoitant autant de terres de Palestine que possible avec le minimum de Palestiniens que possible. Ils ont bien travaillé ensemble pour réprimer brutalement le soulèvement palestinien qui a commencé en 1987. [...]

Le visage international d'Israël

Les années 1990 ont exposé au monde un Peres plus mature et cohérent. Il était le visage international d'Israël, que ce soit au gouvernement ou à l'international. [...]

Au pouvoir dans le gouvernement Rabin au début des années 1990, puis comme Premier ministre après l'assassinat de Rabin en 1995, puis en tant que ministre dans le cabinet d'Ehud Barak entre 1999 et 2001, Peres a mis en avant un nouveau concept pour ce qu'il appelait la « paix ». [...] Inscrit dans les accords d'Oslo de 1993, ce concept a été approuvé avec enthousiasme par les alliés internationaux d'Israël. Peres a été le principal ambassadeur de cette mascarade de processus de paix, qui a fourni un parapluie international à Israël pour établir une politique du fait accompli sur le terrain, permettant de créer un plus grand apartheid israélien avec de petits bantoustans palestiniens dispersés en son sein. Le fait qu'il ait gagné un prix Nobel de

la paix pour un processus qui a accéléré la ruine de la Palestine et de son peuple, est un nouveau témoignage de l'incompréhension, du cynisme et de l'apathie des gouvernements du monde entier envers la souffrance palestinienne. [...]

Cana

[...] En réponse aux escarmouches sans fin entre le Hezbollah et l'armée israélienne dans le sud du Liban, où le Hezbollah et d'autres groupes ont résisté à l'occupation israélienne qui a commencé en 1982 pour prendre fin en 2000, Peres avait ordonné le bombardement de toute la région en avril 1996. Pendant ce qu'Israël a appelé l'opération « Raisins de la colère », les bombardements israéliens ont tué plus de 100 personnes – des civils fuyant les bombardements et des Casques bleus des Fidji – près du village de Cana. Malgré une enquête des Nations unies qui a trouvé « peu probable » l'explication d'Israël selon laquelle le bombardement était un accident, le massacre n'a en rien écorné la réputation internationale de Peres comme étant un « artisan de la paix ». [...]

Ilan Pappé est historien, auteur de nombreux livres et directeur du Centre Européen pour les Études Palestiniennes de l'Université d'Exeter.

Source: Electronic Intifada. Texte intégral en français sur Etatdexception.net, <http://bit.ly/2gc2YD0>



Tombes des victimes de Cana, Photo Robert Easton via Flickr, CC BY-NC 2.0

Attaques contre le mouvement BDS en Allemagne

Rédaction www.bds-kampagne.de

Nulle part ailleurs, le mouvement de solidarité avec les Palestiniens n'essuie autant de vents contraires qu'en Allemagne. Lorsqu'en revanche on ose exiger une discussion de fond, cela ouvre la voie à un débat différencié autour de la politique israélienne et de la résistance.



Manifestation de «Berlin against Pinkwashing» lors du défilé de CSD 2016.

L'appel de la société civile palestinienne de 2005 au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le droit international et les principes universels des droits humains (appel BDS), est tout d'abord resté largement ignoré en Allemagne, y compris au sein des organisations nationales de solidarité avec la Palestine.

La campagne BDS a défrayé la chronique en février 2009 lorsqu'à la fin d'une réunion de la section locale du parti Die Linke sur la question de « La réalité palestinienne aujourd'hui – comment une paix équitable est-elle possible ? », le président du groupe Die Linke au conseil municipal de Duisbourg, Hermann Dierkes, a fait référence à la « Déclaration commune de l'Assemblée des mouvements sociaux » au Forum Social Mondial 2009 au Brésil. Dans cette déclaration, le 30 mars – journée de la terre – est déclarée journée de la solidarité avec le peuple palestinien, en soutien au

boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël. Dierkes ajouta qu'il considérait ces mesures comme légitimes et que, compte tenu des graves violations des droits de l'homme par Israël, il n'achetait plus depuis longtemps des fruits et légumes d'origine israélienne. Cela a eu pour lui des conséquences fatales. Une bataille médiatique, fomentée principalement par le quotidien Westdeutsche Allgemeine Zeitung (WAZ), a été lancée contre lui. S'y est ajouté une désolidarisation dans les rangs de son propre parti. H. Dierkes a démissionné de son poste de président de groupe et retiré sa candidature prometteuse à la fonction de maire de la Ville de Duisbourg.

En référence à la déclaration du comité directeur du parti en date du 21 mai 2011, le groupe parlementaire de Die Linke au Bundestag a adopté en juin 2011 sa résolution « Avec détermination contre l'antisémitisme » dans laquelle il assimilait

sans nuances les appels au boycott des produits israéliens à de l'antisémitisme.

En janvier 2015, les députés et le groupe parlementaire Bündnis 90/Die Grünen ont adressé une petite interpellation intitulée « Antisémitisme en Allemagne » au gouvernement fédéral et ont demandé au point 29 si la campagne BDS devait être considérée comme antisémite. Dans sa réponse, le gouvernement fédéral a déclaré entre autres, qu'il n'avait pas connaissance des activités de la campagne mentionnée ayant motivé une surveillance par l'Office fédéral de protection de la constitution selon l'art. 3 de la loi relative à la protection de la constitution (BVerfSchG). La question contenue dans l'interpellation montre néanmoins dans quelle direction on voulait acculer la campagne BDS.

Une approche méthodique

Dans ces attaques, c'est très souvent le correspondant en Europe du journal en ligne Jerusalem Post et collaborateur du think tank américain néoconservateur Foundation for Defense of Democracies, Benjamin Weinthal, qui est à l'œuvre. Weinthal recourt toujours à la même méthode : il contacte des organismes gestionnaires de salles de conférence, des administrations municipales, des institutions, des banques, des médias, et les confronte à de fausses affirmations diffamatoires sur le groupe, l'organisation ou l'ONG en question. Weinthal écrit ensuite des articles dans le Jerusalem Post et les étouffe avec des déclarations de Charlotte Knobloch (communauté culturelle israélienne de Munich/Haute-Bavière), de l'ambassade d'Israël, du Centre Simon Wiesenthal, de la société germano-israélite, occasionnellement de Volker Beck (parti des Verts), de Honestly Concerned, du Comité Juif Américain et de groupes de la mouvance soi-disant « antiallemande ». C'est là un moyen adéquat de générer la pres-

sion médiatique. Les médias locaux reprennent l'histoire pour sa valeur informative prétendue ou réelle et les personnes ainsi exposées à la pression se retrouvent contraintes de réagir. Le procédé le plus simple, qui consisterait à chercher un dialogue avec le groupe ou l'organisation concerné, est généralement ignoré.

Weinthal peut ainsi diffamer allégrement la campagne BDS. Il se sert d'un modèle que l'on peut observer et ailleurs dans le traitement de la campagne BDS, qui connaît ces dernières années un très grand succès international. En l'absence d'arguments contre BDS, on ignore par principe comment la campagne argumente et opère, et on se contente de la diffamer : BDS serait antisémite, il serait proche du régime iranien et du Hezbollah et menacerait l'existence d'Israël. Cette approche est prometteuse en Allemagne étant donné que pour la majorité des responsables, que ce soit dans la sphère politique, chez les syndicats, dans les banques, les médias, les institutions publiques ou les fondations, la seule mention d'une accusation d'antisémitisme suffit à ce qu'ils se retirent du débat. Ils pourraient pourtant tous choisir de résister à la pression et réfuter les diffamations comme telles.

Cette méthode ne fonctionne en effet qu'à partir du moment où on l'accepte. La diffamation entend amener la partie adverse à adopter une attitude justificative qui va permettre de redéfinir l'enjeu véritable du débat : Au lieu de porter sur la manière dont on pourrait exercer quelle pression contre les violations du droit international et des droits humains par les gouvernements israéliens, la discussion a pour objet de définir dans quelle mesure la campagne BDS est au choix antisémite, anti-israélien ou conspirationniste.

Les enseignant·e·s d'Oldenbourg et la liberté d'opinion

« Palestine/Israël : n'est-il pas possible à Oldenbourg de documenter l'injustice et de réclamer justice ? » C'est sous ce titre que devait être publié dans la revue PädOI 99 de septembre

2016, section du canton d'Oldenbourg du syndicat d'enseignants Erziehung und Wissenschaft (GEW), un article de Christoph Glanz, membre dudit syndicat. C. Glanz y décrit ses impressions lors d'une mission de volontariat avec des enfants en Palestine et évoque également la campagne BDS. Dans une lettre ouverte au syndicat GEW, le groupe de travail oldenbourgeois de la société germano-israélienne a protesté contre cette publication. Dans une lettre signée de son président, Dr. Klaus Thörner, un lien est établi entre l'appel de Rogers Waters demandant au groupe Eagles of Death Metal de ne pas donner de concerts en Israël et l'attentat contre la salle de concert parisienne du Bataclan : «Après le refus du groupe de répondre à cet appel, un attentat terroriste brutal a été perpétré lors de son concert à Paris. »¹

Le GEW a d'abord apporté son soutien à C. Glanz et, dans une prise de position publiée sur son site Internet le 02/09/2016, a demandé à ce que les débats sur des sujets sensibles soient menés avec respect. Un article de Benjamin Weinthal intitulé «German teachers' union paper urges total boycott of Israël» a suffi pour que le GEW cède à la pression. La prise de position du 2 septembre a disparu du site Internet et a été remplacée par une autre intitulée « Le GEW est une organisation démocratique et antiraciste ». On y avoue franchement que l'on n'avait tout simplement pas reconnu la campagne BDS comme posant problème. La question reste de savoir pourquoi, pour un syndicat d'enseignants ayant un haut niveau d'instruction, la campagne BDS qui demande à Israël de reconnaître aux Palestiniens le droit inaliénable à l'autodétermination, droit qui répond dans son intégralité aux critères du droit international, constitue un problème ! Il faut également poser cette question à l'administration en charge des établissements scolaires de

Basse-Saxe, compétente pour Oldenbourg, qui prend l'affaire très au sérieux, comme l'a indiqué un porte-parole du quotidien NWZ sur Internet. Cette administration vérifie si les faits sont pertinents au regard du droit de la fonction publique.²

Il semblerait que l'article 5 de la Loi fondamentale – liberté d'opinion – ne mérite pas le soutien du GEW : l'édition déjà imprimée de la revue PädOI a passé à la déchiqueteuse !

Mise à l'écart lors de la parade de Christopher Street Day

Le mouvement Berlin Against Pinkwashing se décrit lui-même comme un groupe d'activistes qui critique l'instrumentalisation des questions LGBTIQ par Israël. Le gouvernement israélien s'emploie depuis des années à cultiver avec succès une image de marque pro-LGBTIQ. Par sa campagne de relations publiques officielle Brand Israel, le ministère des Affaires Étrangères israélien entend édulcorer l'image d'un gouvernement belliqueux en avançant comme faire-valoir son attitude prétendument libérale envers les LGBTIQ.

Lors du défilé de CSD 2016, de plus en plus apolitique et commercial, les activistes de Berlin Against Pinkwashing ont protesté pacifiquement contre la participation de l'ambassade d'Israël et contre le discours d'ouverture de l'ambassadeur en scandant « No pride in CSD – until Palestine is free ». Il s'en est suivi de violentes attaques de la part de participant·e·s au défilé agitant des drapeaux israéliens, parmi lesquels Oliver Höfinghoff, ancien président de groupe du Parti pirate au parlement de Berlin, aujourd'hui membre du parti Die Linke à Berlin. Sur sa page Facebook, Berlin Against Pinkwashing publie des photos et des films de ces attaques et demande comment un homme cis blanc allemand et député en vient à agresser un groupe d'activistes israélien·e·s, juifs/juives, palestinien·e·s et queer

1 <http://bit.ly/2d3kHsy>

2 <http://bit.ly/2drSbE3>

3 <https://www.youtube.com/watch?v=cTTxmtU8Fls>



Codepink-Aktion gegen Ahava. Foto Steve Rhodes, 2011, CC, BY-NC-ND 2.0

et leurs alliés lors d'une manifestation censée constituer un espace protégé pour ces personnes ? La police ne s'est pas sentie obligée d'exclure de la parade les participant-e-s enclins à la violence, elle a au contraire mis à l'écart les activistes de Berlin Against Pinkwashing !³

Campagne contre Codepink

Le 24 février 2016, les membres du conseil municipal de Bayreuth ont confirmé que le groupe Codepink allait recevoir le prix « Wilhelmine von Bayreuth pour la tolérance et l'humanité dans la diversité culturelle » lors d'une cérémonie publique. La remise de ce prix au mouvement américain de défense des droits civiques Codepink avait précédemment fait l'objet de critiques. Un communiqué de la Ville du 11/02/2016 indiquait que la maire, Brigitte Merk-Erbe, allait revenir sur ce sujet devant le conseil municipal qui avait décidé cette distinction sur proposition de l'Université de Bayreuth en juillet 2014, et voulait renoncer à attribuer ce prix.

Un article de Benjamin Weinthal avait provoqué un débat autour de l'attribution du prix à Codepink. Weinthal affirmait que Medea Benjamin, cofondatrice de Codepink, avait participé à une conférence en Iran en 2014. Il reprochait par ailleurs au groupe de soutenir le mouvement BDS mondial. Volker Beck (Bündnis 90/Die Grünen),

Gitta Connemann (CDU/CSU), Kerstin Griese (SPD) et Jan Korte (Die Linke) du comité directeur du groupe d'amitié parlementaire germano-israélien au Bundestag allemand ont jugé à leur tour nécessaire de faire observer à la maire et au conseil municipal de Bayreuth que la ville envoyait un mauvais signal en attribuant le prix à Codepink. Après consultation des documents mis à disposition par Codepink et au terme d'une discussion approfondie, la majorité du conseil municipal a confirmé vouloir attribuer le prix de Bayreuth 2016, d'une valeur de 10 000 euros, à Codepink dans le cadre d'une cérémonie publique.

Concert de bienfaisance au profit de Gaza

Le pianiste australien Michael Leslie a annulé tout simplement un concert de bienfaisance au profit de Gaza prévu le 30 septembre en l'église du Rédempteur, à Munich. La direction de l'église lui avait demandé de renoncer au discours d'introduction de Nirit Sommerfeld, responsable de l'Alliance pour la fin de l'occupation israélienne (BIB). Les pasteurs de l'église du Rédempteur, l'évêque de Bavière et l'évêque régional avaient tous reçu auparavant un courrier dans lequel le concert était qualifié de véritable manifestation antijuive dont les organisateurs et organisatrices soutenaient de surcroît la campagne BDS internationale.

Michael Leslie n'a pas accepté cette ingérence dans l'organisation de son concert. Il a déclaré ne pas être disposé à faire le jeu de manigances quelconques, ni à accepter des compromis boiteux et encore moins à se laisser dicter avec qui il devait collaborer lors de ses concerts de bienfaisance.

Quelque 150 personnes ont répondu à l'invitation de Nirit Sommerfeld qui s'est produite devant l'église en montrant son visage au sens propre du terme et en indiquant clairement et sans le moindre équivoque que si elle était parfois sans voix, elle ne se laissait jamais réduire au silence.

Le pasteur a ensuite ouvert l'église pour engager le dialogue et a d'abord laissé le micro à Michael Leslie, puis à Nirit Sommerfeld et enfin au public qui a posé des questions.

Le concert a eu lieu dans sa conception initiale – discours d'introduction de Nirit Sommerfeld, lecture de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme entrecoupée d'œuvres de Bach et de Beethoven – le 13 octobre dans le club de jazz Vogler à Munich. Les recettes iront aux organisations partenaires palestiniennes de Medico International.

Perspectives

L'escalade des attaques contre la campagne BDS en Allemagne a entraîné une croissance exponentielle de l'intérêt des médias – avec des retombées positives ! Onze ans après l'appel BDS de la société civile palestinienne, le débat sur sa légitimité a trouvé sa place en Allemagne aussi. La discussion peut s'engager d'autant qu'il apparaît clairement que derrière les accusations proférées contre la campagne BDS, se cache une campagne de diffamation sciemment orchestrée. Il faut réagir au contenu de ces diffamations. Il faut exiger des preuves concrètes qui révéleront si une accusation est fondée ou non, au lieu de baisser les bras et de se mettre en retrait quand des accusations inadmissibles sont prononcées. Le débat autour de la souveraineté d'interprétation de la campagne BDS bat son plein.

Époque morose

Martin Kemp

En Grande-Bretagne, la solidarité avec les Palestinien-ne-s est très active. En même temps, le gouvernement pratique une politique pro-israélienne et tente de criminaliser et de restreindre le mouvement de solidarité. Tableau du climat ambiant.



Manifestation Free Gaza, Londres 2010, Photo Yusaini Usulludin, via Flickr, CC BY-NC 2.0

Les psychothérapeutes évitent généralement de s'exposer sur la place publique et tendent à garder l'anonymat. Ils estiment souvent que leur travail d'analyse exige une attitude neutre, dans leur cabinet comme à l'extérieur. Il est donc plutôt inhabituel que 300 spécialistes du domaine de la santé psychique signent une lettre ouverte critiquant la très réputée Society for Psychotherapy Research (SPR) britannique.

Pierre d'achoppement : la SPR a choisi Jérusalem comme lieu de sa conférence annuelle 2016, nonobstant le statut international de la ville et la politique israélienne à l'égard de Jérusalem-Est ; elle a par ailleurs publié une documentation flatteuse sur Israël sans faire la moindre référence à la situation de la population palestinienne. Ce faisant, la SPR ne se contente pas de démentir l'idée selon laquelle la « neutralité » confère une ligne direc-

trice éthique efficace à nos métiers, elle défend quasiment ouvertement un nationalisme ethnocentrique qui influe profondément sur la condition psychologique des Israélien-ne-s juifs/ juives comme des Palestinien-ne-s.

Une double mesure

Le vaste soutien du mouvement de protestation contre la SPR est encourageant, mais compte tenu des tentatives permanentes de délégitimation, les temps sont durs pour les activistes qui se mobilisent en faveur de l'égalité des droits et de la justice en Palestine. Contrairement aux intentions malveillantes qui leur sont constamment prêtées, ils se sentent liés à la cause des droits de l'homme, à la lutte contre le racisme et à la connaissance des conséquences problématiques de l'impérialisme européen. Leurs parents leur ont transmis des valeurs et la détermination de ne plus jamais au-

toriser les horreurs du fascisme, de la guerre et du génocide du XXe siècle.

La tentative de mettre en œuvre le programme sioniste n'a pas seulement eu des conséquences désastreuses pour les Palestinien-ne-s ; notre propre culture politique en a également été affectée dans une mesure beaucoup plus profonde que lors du soutien du racisme en Afrique du Sud par notre establishment. À l'époque, pour saper l'appel au boycott du mouvement anti-apartheid, la droite politique avait vanté un « engagement constructif permettant de lutter beaucoup plus efficacement contre le système raciste à long terme » (en d'autres termes : « continuons de profiter de l'apartheid »). Mais pratiquement personne ne défendait l'apartheid ouvertement. Dans le cas du sionisme en revanche, il n'est même pas permis de critiquer l'idéologie en tant que telle. Tandis qu'en Afrique du Sud, la population noire était perçue pratiquement sans exception comme étant la victime d'un système inacceptable, dans le cas de la Palestine, la culture politique non seulement d'Israël, mais de l'Occident tout entier nie l'humanité de la population autochtone.

Il est tout de même étonnant que dans notre pays, on n'accorde aucune importance à la question de savoir si Israël a créé ou non une forme d'apartheid. Cette question est au contraire rejetée en bloc comme si une telle idée étant en soi indécente. Pour Louise Ellman, présidente des Labour Friends of Israel, la comparaison entre Israël et l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid est une « calomnie grotesque ». Elle balaie ainsi délibérément d'un revers de main les voix des vétérans sud-africain-e-s (entre autre aussi juifs/ juives) qui qualifient la situation des Palestinien-ne-s de pire que celle de la population noire d'Afrique du Sud à l'époque. Dans le climat ambiant, les commentateurs des médias mainstream ne se hasardent même pas à considérer la définition de l'apartheid figurant à l'article 2 de la Convention des Nations Unies y afférente pour vérifier dans quelle mesure elle s'applique à la justice et aux institutions publiques.

Manque de courage de la part des journalistes

Il est absolument inconcevable pour les journalistes et les politiques occidentaux de vérifier en s'appuyant sur la définition juridique du terme de génocide si celle-ci s'applique aux mesures que prend l'État d'Israël contre le peuple palestinien. Tous, y compris le président américain, rejettent la construction de colonies sur le territoire palestinien. Mais lorsque des universitaires parlent de « colonialisme d'implantation », c'est un tollé général. De même, il ne doit pas être permis d'envisager la possibilité d'un génocide ; et si les choses devaient en arriver là, tout le monde sera sans doute choqué et jouera les tartuffes.

Les efforts déployés par les intellectuels occidentaux pour saisir la nature du conflit israélo-palestinien sont honteusement faibles. Pourrait-on avoir une idée de ce qui se cache derrière les récentes attaques de jeunes Palestiniens contre des Israéliens juifs/juives si l'on se fait uniquement aux médias mainstream britanniques ? Pourrait-on aussi avoir une idée, si vague soit-elle, du nombre de Palestiniens tués ou blessés au cours de ces derniers mois ? On a vraisemblablement entendu parler du soldat qui a abattu de sang-froid un Palestinien blessé, mais qui saura que les hommes et les femmes politiques israéliens incitent à pratiquer les assassinats ciblés ?

Les partisans du sionisme déclinent toute responsabilité quant aux conséquences de la tentative de transformer la Palestine en État juif. Ils omettent de dire que le pays compte respectivement pour moitié des Israéliens juifs/juives et des Palestiniens, sans parler des réfugiés palestiniens. Aussi faut-il démontrer les victimes : les causes de la résistance palestinienne ne peuvent pas tenir à l'oppression israélienne, il doit y avoir un mal indéfinissable dans la société palestinienne. La solidarité avec la Palestine dans le monde entier ne peut être guidée par des principes démocratiques et humanistes, non, c'est la haine des Juifs qui la motive. Israël est pacifique et démocratique puisqu'il

l'affirme. Israël doit être ferme pour garantir sa sécurité ; et en dehors des Israéliens juifs/juives, il n'y a pas d'autre groupe dans la région dont le besoin de sécurité compterait autant.

Attaques infâmes contre la solidarité

Pour protéger le sionisme et Israël de toute critique, il faut assurer qu'ils sont intrinsèquement liés au judaïsme et au peuple juif dans le monde entier – même si cela veut dire ignorer l'attitude de nombreux critiques juifs non sionistes de l'État israélien.

Discuter ouvertement d'Israël/de la Palestine en Occident a toujours été difficile et équivalait à une sorte de chasse aux sorcières. Aujourd'hui, c'est une sorte de terreur intellectuelle qui s'exerce à l'encontre de ce que nous considérons être notre culture démocratique. Nous assistons depuis longtemps à la censure de pièces de théâtre montrant les Palestiniens comme des êtres humains. Aujourd'hui, on dénie à des institutions publiques le droit de prendre elles-mêmes des décisions sur la base de considérations éthiques. Les ingérences extérieures restreignent la liberté des universités de décider ce qui peut être dit ou non lors de conférences académiques. Les banques ferment les comptes de nos organisations. De grands médias ont pratiquement ordonné un black-out sur les événements actuels en Israël/Palestine et ignorent dans quelle direction effrayante la culture politique évolue en Israël. En Israël même, les voix inquiètes pour qui le pays est en passe de devenir un État fasciste se multiplient. Une telle critique est taboue dans les pays occidentaux. L'opposition au discours sioniste est assimilée à de l'antisémitisme de manière de plus en plus impudente et absurde. Ceux/celles qui avalisent le racisme se présentent sans vergogne comme les défenseurs de la société face aux « supporters racistes » de BDS – et les médias les prennent au sérieux.

Pourquoi les attaques contre la solidarité avec la Palestine sont-elles devenues aussi infâmes ? Peut-être parce que la politique gouvernementale d'Is-

raël est devenue tellement extrême et implacable au cours de ces dix dernières années qu'on ne peut plus la justifier. L'intolérance grandissante est sans aucun doute avivée par l'évidence avec laquelle de plus en plus de gens mettent en question la politique officielle pro-israélienne. Face aux massacres répétés, à la destruction délibérée des infrastructures et des maisons et à l'interminable vol des terres, la référence justificatrice au besoin de sécurité d'Israël ne parvient plus à convaincre. Ce n'est pas la « terreur », ni une quelconque « conspiration » de milieux d'extrême-gauche qui poussent les gouvernements occidentaux à intervenir contre le mouvement de solidarité, mais le fait que par exemple 300 travailleurs médicaux acceptent d'exprimer leur désaccord.

On emploie les grands moyens pour criminaliser le mouvement BDS. Le gouvernement britannique affirme non sans ironie que c'est dans l'intérêt des relations mutuelles. BDS est un mouvement séculier ouvert aux personnes de toutes les confessions et qui lutte contre l'oppression raciste par des moyens non violents. Le mouvement en faveur du boycott incite les personnes à ne pas prendre part à la violation systématique des droits humains palestiniens. Les gouvernements occidentaux sont en revanche si serviles qu'ils traitent ce mouvement comme s'il représentait une sorte de menace terroriste et non une alternative pacifique, et porteuse d'espoir, à la violence comme moyen de lutter contre l'impérialisme, le racisme et l'injustice. Qu'attendons-nous de l'avenir si toutes les voies pacifiques vers une transformation progressive en Israël/Palestine, sont bloquées ?

Martin Kemp travaille comme psychanalyste à Londres. Il est membre et cofondateur du réseau « UK Palestine Mental Health Network ».

Agrégé par la rédaction.

Le lobby pro-israélien dans l'UE

Birgit Althaler

En mai de cette année, une étude sur le travail des groupes de pression pro-israéliens dans l'UE a été présentée à Bruxelles et à Londres. Elle montre qu'au cours des dix dernières années, de plus en plus de ces groupes se sont installés pro-israélien dans l'UE. Leur influence est notamment sensible dans deux domaines : l'intensification des relations économiques entre l'UE et Israël et la reprise du narratif israélien par des chefs de gouvernement et des porte-parole de l'UE. Ainsi, le contexte de l'expulsion et de la discrimination continues des Palestiniens est écarté. Selon les auteur·e·s, l'adoption de la vision israélienne par les politicien·ne·s européen·ne·s sont dues au moins partiellement à l'activité des groupes de pression. Par contre, ils soulignent que l'attitude indulgente de l'Occident à l'égard de la politique israélienne est basée également sur des intérêts économiques et géopolitiques communs ainsi que sur un lien culturel et historique.

L'étude montre l'éventail des groupes de pression pro-israéliens. Aussi hétérogène qu'ils soient, ils ont en commun de viser à influencer la politique étrangère et économique de l'UE, les médias et l'opinion publique en faveur d'une stratégie de communication et des intérêts israéliens¹. Du point de vue politique, ils appartiennent souvent à un camp islamophobe, conservateur, en partie chrétien-sioniste. La plupart du temps, leur travail est étroitement coordonné avec le gouvernement israélien et ses représentations diplomatiques.

Amis d'Israël

Parmi les principales organisations se trouvent les European Friends of Is-

rael (EFI), un groupe néo-conservateur fondé en 2006, ainsi que la Friends of Israel Initiative (FII). EFI souligne le rôle d'Israël en sa qualité d'État moderne, progressiste ainsi que ses acquis scientifiques et technologiques, ce qui ne l'empêche pas d'entretenir des relations étroites avec des politicien·ne·s conservateurs et islamophobes. FII loue Israël comme une « partie intégrale de l'Occident ne pouvant pas en être séparée » et s'est fixé comme objectif de lutter contre la « campagne de délégitimation sans égale », menée par des réseaux de solidarité, contre Israël. La European Alliance Israel (EAI), fondée en 2015 et n'ayant pas encore été prise en compte dans l'étude, poursuit également ce but. Il s'agit d'une alliance parlementaire conduite par Corina Eichenberger (FDP), Présidente de l'association Suisse-Israël, dans laquelle est également actif Volker Beck, le député parlementaire des Verts allemands.

Le financement d'EFI et de FII est plutôt opaque. Des recherches montrent néanmoins qu'une partie de l'argent provient directement de l'industrie de l'armement israélienne. FII est soutenue entre autres par des fondations et des hommes et femmes d'affaires des États-Unis, favorables à Israël, qui financent aussi de nombreux autres groupes de pression pro-israéliens à Bruxelles ou sont proches des organisations des colons. Il est intéressant de noter que les partis de droite et d'extrême-droite courtisés par EFI et FII défendaient, il n'y a pas si longtemps, des idées antisémites et sont passés aujourd'hui à une position islamophobe.

Aide venue des États-Unis

De nombreux groupes de pression pro-israéliens représentés dorénavant à Bruxelles sont soutenus logiquement et financièrement surtout par des sponsors et des organisations affiliées des États-Unis, mais aussi par le gouvernement israélien et des hommes d'affaires ukrainiens.

En dépit de timides tentatives de l'UE visant à introduire des règles plus strictes relatives aux colonies dans les territoires occupés et en dépit des condamnations diplomatiques d'Israël, les relations bilatérales ont été considérablement développées au cours des dernières années, notamment dans le domaine du commerce, des exportations d'armes et de la recherche (souvent militaire). Des groupes tels qu'EFI considèrent cela comme étant le fruit de leur travail.

L'étude montre aussi comment les groupes de pression analysés exercent une influence sur les gouvernements et les médias occidentaux, afin de placer la résistance contre l'occupation israélienne dans le camp du terrorisme et de criminaliser la critique envers Israël ainsi que le travail de solidarité. Un levier important pour ce mécanisme est de parler d'un « nouvel antisémitisme » qui se manifesterait par une critique « excessive » à l'égard de l'État hébreu. Même si une « Working Definition on Antisemitism » allant dans ce sens n'a jamais été décidée officiellement, elle est citée comme référence par divers gouvernements.²

THE ISRAEL LOBBY AND THE EUROPEAN UNION

By David Cronin, Sarah Marusek, David Miller



David Cronin, Sarah Marusek, David Miller:
The Israel Lobby and the European Union. Public interest investigations und Spinwatch, Download: <http://bit.ly/2eo2xnH>

1 En Suisse, ce rôle est assumé notamment par Audiatur.

2 En Suisse également, voir www.ekr.admin.ch/themes/f125.html.